

Réflexions sur la conférence de Tom Amadou SECK  
le 15 janvier 2003 au Club de la Presse de Strasbourg  
sur le thème : Mondialisation :  
le rôle de la Banque Mondiale et du FMI en Afrique  
( par Jean-Prosper BOULADA, membre de SURVIE )

**Introduction :**

Cette conférence a été donnée par celui que je considère comme ami et camarade si évidente est la convergence d'idées, opinions et convictions que nous avons sur la perception des problèmes de l'Afrique, je voudrais pour ma part faire, dans un premier temps, un résumé didactique de cette conférence d'abord pour ma compréhension personnelle, puis prolonger dans le deuxième temps le débat sur ce thème centré sur ce que Tom appelle non pas un cours magistral, mais sur " l'arbre à palabre africain ".

**Résumé :**

Moi qui ne suis pas économiste, les éclairages sur les activités de la BM et du FMI sur un exemple concret du Sénégal, par cette méthode d'approche placée sous le signe de " l'arbre à palabre africain ", m'ont complètement édifié.

**1. Les Ajustements structurels et la France**

Ainsi, j'apprends qu'initialement les institutions de Bretton Woods sont créées pour la reconstruction de l'Occident à la sortie de la deuxième guerre mondiale.

Pendant que j'écoutais attentivement Tom, le devoir de mémoire m'interpelle.

Je me disais que l'Occident pourrait, par le même élan de générosité ou de solidarité internationale et pour les raisons d'interdépendance des nations, envisager le même plan Marshal pour l'Afrique afin de la dédommager de ses crimes de l'esclavage et de la colonisation. Crimes pour lesquels notre ami Jacques Morel a établi un calendrier dont la réalité, rien que pour la France, dépasse la limite de la fiction. Une France considérée par Tom comme " *jouant un rôle de stabilisation entre l'Afrique et la BM/FMI* ".

Bien sûr, le conférencier a pris le soin d'y ajouter un bémol : si la France joue le rôle stabilisateur des programmes d'austérité et de réformes structurelles des tristement célèbres plans d'ajustement structurel (AS) de la BM/FMI pour l'Afrique, c'est qu'elle a, en contrepartie, des retombées à travers ses sociétés qui, en Afrique francophone, sont en situation de quasi-monopole : Bouygues, Bolloré, Elf...

L'AS signifiant moins d'Etat et plus de libéralisation ou de privatisation, il n'y a que quelques rares privilégiés qui s'en sortent : en Afrique, ils ne constituent qu'une goutte d'eau dans l'océan.

L'Etat ne remplissant plus ses fonctions régaliennes, la société africaine est abandonnée à elle-même avec des conséquences préjudiciables sur la masse salariale des fonctionnaires, l'eau, la santé, l'école, l'électricité, les produits de première nécessité, l'environnement.

Cette situation catastrophique conjuguée avec la détérioration des termes de l'échange, enfonce le pays dans la récession et la spirale de la dette.

Plus les Africains remboursent la dette, plus la dette gonfle par les aspects boule de neige qu'on appelle taux d'intérêts.

Et Tom de poursuivre : " En 1994 la BM a produit un rapport sur ses activités. Celui-ci a fait un constat d'échec sans ambages sur ses plans d'AS. En effet, malgré le forçage d'atteler l'Afrique à la mondialisation, la participation du continent à l'économie mondiale se situe dans la limite de 7%, ce qui a motivé le questionnement bien connu : " *Et si l'Afrique refusait le développement ?* ".

## **2.La dévaluation du Franc CFA ou la réponse à un plan d'ajustement structurel renforcé**

Au lieu de se pencher sur son bilan pour se livrer à une réelle autocritique de leur méconnaissance de l'environnement africain, les stratèges de la BM et du FMI, qui ont une vision monétariste de l'économie, n'ont identifié qu'une seule cause de l'échec de leurs différents plans d'AS : pour eux, la libéralisation de l'Afrique n'est pas totale. Il faudrait encore aller plus loin dans la voie de libéralisation. Cette fois-ci, ils ont estimé qu'il faut changer le taux de change des monnaies.

Ils ont rencontré un accueil favorable du nouveau gouvernement français, issu d'une cohabitation boiteuse entre Mitterrand et Balladur.

Le gouvernement de Balladur s'est totalement mis à l'heure du FMI et a ainsi dévalué de 50% les Africains. (Ce qui a permis aux grands groupes français de commettre un délit d'initié à grande échelle, expression venant de la salle, mais qu'il n'a pas démentie)

## **3.Constat d'échecs et alternatives : l'Economie populaire ou Economie informelle**

Ainsi quel que soit le côté par lequel vous examinez les problèmes, vous constaterez que la mondialisation est l'obstacle majeur au développement. Il est le seul facteur de régression.

Comme on dit souvent " à quelque chose, malheur est bon ", la population africaine prend de plus en plus conscience qu'elle ne peut compter que sur elle-même.

Elle réfléchit sur un autre concept de développement que Tom, sur l'exemple concret du Sénégal, appelle l'Economie Populaire pour les uns, l'Economie Informelle pour les autres.

L'AS a libéré un espace de liberté et a renforcé les différentes solidarités nationales.

Des organisations de masses populaires de paysans, de femmes, de commerçants, de transporteurs... ont été créées.

Elles ont mis en place un certain nombre d'initiatives destinées à la création des richesses

- sur le plan social : ce sont des programmes de santé primaire, de formation
- sur le plan financier, un système de crédits rentables dont les modalités de remboursement aux taux faibles, sont basées sur la confiance et sur lesquels la BM n'a aucune emprise (elles n'entrent pas dans les statistiques mondiales).
- sur le plan agricole : mise en place d'une politique de sécurité alimentaire

Ainsi l'Economie populaire ou informelle repose sur la dynamique locale et a pour centre d'intérêts les différentes organisations de la société civile. L'Afrique étant essentiellement agricole, l'agriculture doit profiter au forgeron, tailleur, charpentier, maçon... Les métiers en aval de l'agriculture sont ceux qui transforment les produits agricoles.

#### **4.L'Economie populaire et la solidarité internationale de la société civile**

L'Economie populaire ne peut pas vivre en autarcie. Les solidarités internationales doivent devenir plus actives.

Nous sommes loin de l'époque du STABEX, où la CE dans ses relations avec les pays de la zone ACP(Afrique-Caraïbe-Pacifique), stabilise les prix des matières premières pour compenser la détérioration des termes de l'échange.

Aujourd'hui, l'espace économique européen s'est mis à l'heure du FMI

L'Afrique ne peut qu'espérer sur la solidarité internationale de la société civile occidentale

Pour la France, il y a certes la France de la cellule africaine de l'Elysée, de l'Etat-major, de TotalFinaElf, des services secrets et des loges maçonniques, liées entre elles par des relations incestueuses que François Xavier Verschave appelle la Françafrique.

Mais, il y a aussi la France de la Société Civile pour laquelle Mr Michel Flamant, correspondant des Amis du Monde Diplomatique a rendu un vibrant hommage par son développement exponentiel pendant ces 3 à 4 dernières années et dont le rôle de contre-pouvoir, oblige parfois les décideurs politiques à la tête des Etats européens à adapter leurs discours à sa réaction.

L'intervention ciblée de la Société Civile occidentale à travers des micro-projets qui apprendraient aux paysans et les différentes organisations corporatives

- la transformation de leurs produits agricoles, d'élevage et de pêche en produits marchands trouvant clientèle sur le marché national,
- les techniques d'adduction en eau potable
- la maîtrise de l'énergie solaire en zone rurale
- le développement des infrastructures routières pour favoriser la circulation du capital marchand,

permet à l'Afrique de garder l'espoir en son modèle de projet de société en gestation.

## 5.DÉBAT

Dans le débat qui s'est engagé, nous pouvons affirmer que Survie Bas-Rhin, même si elle n'est pas co-organisatrice de cette soirée, fait partie des associations les plus actives notamment quand Emmanuel Cattier a révélé une information sur JM Colombani, directeur du journal Le Monde et Président du Conseil de Surveillance du Monde Diplomatique, (d'après le site Internet de ce journal au 15 janvier 2003), et Jacques Isnard, journaliste du même journal, pour leurs rôles d'honorables correspondants des services secrets, non connue de l'assistance ni même par les organisateurs de la dite conférence.

Cette information est la conclusion du procès, que Jean-Marie Colombani et Jacques Isnard, ont perdu contre Jean-paul Gouteux à la suite de son livre "Un génocide - secret d'Etat". Jean-Paul Gouteux a d'ailleurs rédigé aussi un petit livre qui s'intitule "Le Monde un contre-pouvoir ?" (L'Esprit frappeur) sous-titré "Désinformation et manipulation sur le génocide rwandais". (cf. sur le site <http://survie67.free.fr> le dossier de "Presse Libre" en page "Actualités")

Il faut dire que les militants de Survie appartiennent à la génération des dossiers noirs, même si, en l'affirmant, notre modestie en prend un sacré coup.

J'apprends avec stupéfaction dans le même débat que la BM et le FMI ne font jamais l'objet de contrôles. Ils sont au-dessus des institutions des Etats-membres.

J'apprends encore que les USA financent à hauteur de 50% le budget du FMI et sont dans une situation de quasi-monopole sur cette institution financière, de même qu'ils financent à 30% le fonctionnement de l'ONU.

Cela m'apporte un éclairage nouveau sur les raisons d'une radicalisation de l'attitude Etats-unienne sur les grands problèmes de l'humanité.

## 6.Prolongement de la palabre avec Tom.

Je voudrais poser à Tom deux questions :

**La première** est l'éventualité d'une certaine interconnexion entre l'économie populaire et l'économie du marché en période de mondialisation et quels seront les garde-fous ?

**La deuxième** question : Tom a tendance à évacuer le ou la politique dans sa méthode d'approche. Cela me donne un sentiment désagréable du déjà vu de la part de ses experts et consultants des institutions financières internationales qui dépolitisent généralement l'environnement dans lequel, ils sont appelés à intervenir.

**Ma première question** a été superficiellement abordée dans le débat. Mais j'aimerais l'approfondir.

Je suis d'avis avec Tom que l'économie populaire, au risque de déplaire à la BM/FMI, est loin d'être une économie mafieuse. Elle remplit les missions que l'Etat est incapable d'accomplir. (Est-ce d'ailleurs le rôle de l'Etat ? Le vrai problème est que cette richesse échappe à tout contrôle contrairement à ce qui se passe en général dans les Etats occidentaux et ne permet pas de lever d'impôt et donc de payer la dette !) Elle sert de soupape au soutien de la population. Faisons maintenant une projection de l'économie populaire à long terme. Quand je dis long terme, je veux parler de plusieurs décennies à une période où l'économie populaire, dans le meilleur des cas, aura atteint son stade suprême de développement. Admettons maintenant l'hypothèse, ce n'est pas une hypothèse mais une certitude que l'ordre économique mondial actuel n'aura subi aucun changement. Dans ces conditions, l'économie populaire, me semble-t-il, trouvera un espace propice à son épanouissement. Car le propre de l'économie, c'est de faire de profit et les différentes solidarités nationales qui sous-tendaient l'économie populaire, s'estomperont. Peut-être, les conséquences du dépérissement de l'économie populaire et sa dilution dans la mondialisation, ne seront pas les mêmes. Le Sud et le Nord seront à un niveau plus ou moins égal de développement. Mais l'expérience que nous avons de notre vécu du monde occidental, prouve quel que soit le niveau de son développement capitaliste, ce système engendre toujours des millions de chômeurs, de personnes en situation de précarité, de RMistes, de sans-abris.

Le traitement social de cette catégorie des laisser-pour compte, laissera encore plus de plumes en Afrique qu'en Occident. On se retrouve à la case de départ.

**Deuxième question** : L'évacuation du ou de la politique dans toute approche des problèmes africains.

A mon humble avis, il s'agit là d'une erreur gravissime, d'autant plus que la " politique est l'expression concentrée de l'économie ".

Selon François Xavier Verschave, "*la jet set françafricaine, considère que le Sénégal est la plus belle démocratie en Afrique*". Faisons un effort pour y ajouter le Mali, le Ghana et l'Afrique du Sud.

Les démocraties africaines capables de conduire l'expérimentation de l'économie populaire à son stade suprême de développement, se comptent au bout du doigt.

Donc l'intervention d'abord du politique, démocratiquement élu par le peuple à l'issue d'un suffrage transparent, est nécessaire.

Seul lui ou elle, avec son équipe et projet de société, est capable de mener une politique de régulation du système économique.

### **CONCLUSION :**

Je termine ma contribution à cette palabre africaine sous un arbre par cette conclusion tirée de mon intervention au forum social européen de Florence à Strasbourg

*“ Les populations du Sud aspirent à plus de justice et paient fort le prix de la corruption de leurs dirigeants.*

*La corruption, l'absence d'Etat de droit, paralysent le développement et condamnent beaucoup de ses ressortissants à emprunter la voie de l'émigration.*

*S'il est difficile de bouger les mentalités des décideurs à la tête des Etats européens, préoccupés plutôt par la raison d'Etat, nous croyons à l'éveil de la conscience de la société civile dont le contre-pouvoir s'affirme chaque jour davantage.*

*Nous croyons à la logique de l'histoire. Qu'on veuille ou qu'on ne veuille pas, seule l'émergence de la nouvelle génération d'hommes et de femmes politiques africains qui ont une conception politique aux antipodes des dirigeants mafieux, changera inévitablement la donne pour que l'Afrique connaisse l'alternance politique ”.*

Seule cette nouvelle génération d'hommes et de femmes politiques à la tête des Etats Africains, est capable de refuser le dictat de la BM et du FMI, d'infléchir une politique de régulation de l'économie populaire, contribuant par la même occasion au changement de l'ordre économique mondial actuel.